



ONUSIDA

Sauver des vies, ne négliger personne

L'ONUSIDA ŒUVRE À ENRAYER LES NOUVELLES INFECTIONS PAR LE VIH, À GARANTIR QUE CHAQUE PERSONNE VIVANT AVEC LE VIH AIT ACCÈS À UN TRAITEMENT DU VIH, À PROTÉGER ET À PROMOUVOIR LES DROITS DE L'HOMME, AINSI QU'À PRODUIRE DES DONNÉES FAVORISANT LA PRISE DE DECISIONS.

MENER UN EFFORT MONDIAL POUR EN FINIR AVEC L'ÉPIDÉMIE DE SIDA

C'est à l'échelle mondiale que l'ONUSIDA pilote l'action permettant de mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030, dans le cadre des objectifs de développement durable.

Depuis le signalement des premiers cas de VIH il y a plus de 35 ans, 78 millions de personnes ont contracté le VIH et 35 millions sont décédées de maladies liées au sida. Depuis ses débuts en 1996, l'ONUSIDA guide et inspire les leaderships locaux, nationaux, régionaux et internationaux, l'innovation et les partenariats afin de reléguer le VIH au passé.

L'ONUSIDA apporte des solutions. Il place les personnes vivant avec le VIH et touchées par le virus au cœur des processus de prise de décisions et les implique dans la conception, la réalisation et le suivi de la riposte au sida. Il oriente les pays et les communautés vers la voie d'accélération pour mettre fin à l'épidémie de sida et c'est un défenseur audacieux lorsqu'il s'agit de faire tomber les obstacles juridiques et politiques qui entravent la riposte au sida.

L'ONUSIDA assure l'orientation stratégique, la sensibilisation, la coordination et l'assistance technique nécessaires pour catalyser et connecter les dirigeants gouvernementaux, le secteur privé et les communautés afin de dispenser des services de prise en charge du VIH permettant de sauver des vies. Sans l'ONUSIDA, il n'existerait aucune vision stratégique favorisant la riposte au sida.

L'ONUSIDA produit des informations et une analyse stratégiques permettant une meilleure compréhension de la situation de l'épidémie de sida et des progrès réalisés aux niveaux local, national, régional et mondial. Il dirige la plus grande collecte de données mondiales relatives à l'épidémiologie du VIH, à la couverture du programme et à son financement et publie les informations les plus récentes et les plus fiables relatives à l'épidémie du VIH. L'ONUSIDA produit des données à fort impact. Aucun rapport, discours ni initiative politique important concernant le VIH n'a été initié sans se référer aux données recueillies et publiées par l'ONUSIDA.

L'ONUSIDA constitue un modèle pour la réforme des Nations Unies et représente le seul programme commun coparrainé du système des Nations Unies. Il s'appuie sur l'expérience et l'expertise de 11 coparrains du système des Nations Unies : l'UNHCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, le FNUAP, ONUDC, l'ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale et il est la seule entité des Nations Unies dont l'organe de direction compte des représentants de la société civile.

L'ONUSIDA a contribué à positionner, à façonner et à intensifier la riposte au VIH comme aucune autre organisation, en encourageant le dialogue et en impliquant des communautés jusqu'ici écartées du processus de prises de décisions. Sans l'ONUSIDA, les droits de l'Homme des personnes vivant avec le VIH auraient été ignorés et la voix de la société civile se ferait beaucoup moins souvent entendre.

L'ONUSIDA a transformé la politique. L'ONUSIDA a façonné les politiques publiques relatives au VIH au niveaux mondial, régional et national. Il a mobilisé des

investissements en faveur d'une politique nationale saine en s'appuyant sur des données probantes, une expérience et un plaidoyer politique, a bâti des systèmes sanitaires et communautaires, a établi des cadres juridiques et a transformé l'opinion publique afin de créer des sociétés saines et résilientes.

Le secrétariat de l'ONUSIDA dispose de bureaux répartis dans 70 pays, et 70 % de son personnel œuvre sur le terrain. Son budget pour 2018 est de 140 millions de dollars US. Le budget du programme commun pour 2018 est de 242 millions de dollars US.

TRAVAILLER EN PARTENARIAT

L'ONUSIDA collabore avec un certain nombre de partenaires en vue d'optimiser les synergies et les investissements internationaux dans le cadre de la riposte au sida. La collaboration de longue date entre l'ONUSIDA, le PEPFAR et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) permet d'atteindre les objectifs : sauver des vies, parvenir à un contrôle de l'épidémie, renforcer la sécurité sanitaire et accroître la répartition globale du fardeau.

Depuis 2002, l'ONUSIDA a aidé plus de 100 pays à attirer, utiliser et mobiliser plus de 18 milliards de dollars US d'investissements dans le Fonds mondial. L'ONUSIDA aide à améliorer les retours sur investissement des subventions du Fonds mondial en renforçant l'attention sur les populations et les lieux les plus touchés par l'épidémie et en négociant l'assistance technique nécessaire pour accroître les services de prise en charge du VIH.

La société civile, les personnes vivant avec le VIH et les organisations à assise communautaire sont essentielles pour la riposte au sida. En repoussant les frontières et en diffusant l'idée qu'une organisation des Nations Unies peut accomplir de grandes choses, l'ONUSIDA est parvenue à des résultats incroyables en plaçant les personnes vivant avec le VIH et les communautés concernées au centre de la riposte au VIH. L'ONUSIDA fournit une plateforme permettant à la société civile de s'exprimer au nom de ses communautés et de plaider en faveur d'un financement intégral des organisations de la société civile.

ŒUVRER POUR LES ENGAGEMENTS DE LA STRATÉGIE « ACCÉLÉRER »

La vision de l'ONUSIDA est zéro nouvelle infection à VIH, zéro discrimination et zéro décès dû au sida, et son principe est de ne négliger personne.

En 2016, les États membres des Nations Unies se sont réunis à l'Assemblée générale des Nations Unies pour une Réunion de haut niveau visant à mettre un terme à l'épidémie de sida. Dans un accord historique, ils ont convenu d'en finir avec l'épidémie de sida en tant que menace de santé publique d'ici à 2030, via la concrétisation d'une série d'engagements de l'initiative « Accélérer ».

L'ONUSIDA collabore avec les pays afin de respecter ces engagements, ancrés dans la Déclaration politique des Nations Unies de 2016, pour mettre fin à l'épidémie de sida. Pour atteindre l'objectif commun de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030, un effort de collaboration est nécessaire entre les pays, les personnes vivant avec le VIH, la société civile et les autres acteurs.

L'initiative « Accélérer » s'appuie sur trois objectifs principaux :

- ramener à moins de 500 000 le nombre de nouvelles infections par le VIH d'ici à 2020 ;
- ramener à moins de 500 000 le nombre de décès liés au sida d'ici à 2020 ;
- faire disparaître la stigmatisation et la discrimination liées au VIH d'ici à 2020.

Un traitement pour tous : 90-90-90

L'ONUSIDA œuvre à ce que, d'ici à 2020, 30 millions de personnes aient accès au traitement en atteignant les objectifs 90-90-90, à savoir 90 % des personnes vivant avec le VIH doivent connaître leur statut sérologique vis-à-vis du VIH, 90 % de toutes les personnes connaissant leur statut sérologique positif vis-à-vis du VIH reçoivent un traitement antirétroviral et 90 % des personnes recevant un traitement antirétroviral présentent une charge virale durablement supprimée.

Depuis que l'ONUSIDA a lancé l'initiative 90-90-90 en 2014, il a préconisé une série d'actions pour atteindre ces objectifs : élargissement des services de dépistage du VIH dans le monde entier, réduction du coût du traitement antirétroviral pour exploiter au mieux les ressources limitées disponibles et négociation de contrats permettant d'obtenir une baisse de prix des tests de charge virale. De plus en plus de pays s'engagent dans l'initiative « Accélérer », ainsi plus de la moitié des personnes vivant avec le VIH sont désormais sous traitement, soit 20,9 millions de personnes.

Fin 2016, le nombre total de personnes vivant avec le VIH atteignait 36,7 millions et les chiffres des objectifs 90-90-90 étaient les suivants : 70 % des personnes vivant avec le VIH connaissaient leur état sérologique vis-à-vis du VIH, 77 % de ces personnes avaient accès au traitement et 82 % des personnes sous traitement présentaient une charge virale durablement supprimée.

Mettre fin à l'épidémie de sida chez l'enfant

En collaboration avec le Plan présidentiel d'urgence d'aide à la lutte contre le sida (PEPFAR – United States President's Emergency Plan for AIDS Relief) et d'autres partenaires dans le cadre de l'initiative « Start Free, Stay Free, AIDS Free », l'ONUSIDA s'appuie sur les extraordinaires progrès réalisés grâce au *Plan mondial visant à éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants et maintenir leurs mères en vie à l'horizon 2015* (Plan mondial) qui a permis, en seulement six ans, de réduire de 60 % les nouvelles infections à VIH chez les enfants dans les 21 pays prioritaires du Plan mondial.

Dans le cadre des engagements de la Déclaration politique, 1,6 million d'enfants devront avoir accès au traitement du VIH d'ici à 2018 et les nouvelles infections à VIH chez les enfants devront avoir été éliminées d'ici à 2020.

Le cadre pour une accélération accrue de l'action en vue de mettre fin au sida chez les enfants, les adolescents et les jeunes femmes d'ici à 2020 « Start Free, Stay Free, AIDS Free », soutenu par l'ONUSIDA, vise à permettre au monde d'avancer vers cet objectif commun ambitieux d'en finir avec l'épidémie de sida chez les enfants. Grâce à une approche d'accélération renforcée, les enfants, les adolescents et les jeunes femmes auront accès aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien liés au VIH afin de se rapprocher davantage d'une génération sans sida.

Assurer l'accès à la prévention du VIH

L'ONUSIDA aide les pays à respecter l'engagement qu'ils ont pris d'assurer l'accès à toutes les possibilités de prévention, notamment la prophylaxie préexposition, la circoncision masculine médicale volontaire, la réduction des risques et l'accès aux préservatifs, pour au moins 90 % des personnes, y compris les populations clés, d'ici à 2020.

La campagne de l'ONUSIDA intitulée « Un quart pour la prévention du VIH » préconise une affectation de 25 % des fonds consacrés au sida aux programmes de prévention du VIH. La modélisation réalisée par l'ONUSIDA sur les ressources nécessaires pour la riposte au sida démontre qu'il suffirait d'investir environ un quart de toutes les ressources requises pour la riposte au sida dans les services de prévention du VIH pour élargir les services et réduire considérablement les nouvelles infections à VIH : cet objectif figure dans la Déclaration politique. Cependant, la campagne « Un quart pour la prévention du VIH » est davantage qu'un appel à augmenter les ressources : c'est un plaidoyer pour l'efficacité, la rentabilité et l'impact de chaque quart de ressources investi dans la prévention du VIH.

La Coalition pour la prévention, une initiative menée conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour la population, a dressé une feuille de route afin d'ouvrir la voie vers une réduction des nouvelles infections à VIH de 75 % d'ici à 2020 : un objectif clé pour en finir avec l'épidémie de sida d'ici à 2030.

Défendre les droits des filles, des femmes et des populations clés

L'ONUSIDA s'emploie à ne négliger personne et défend les droits des filles, des femmes et des populations clés (gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, professionnel(le)s du sexe, personnes transgenres, consommateurs de drogues injectables, détenus et autres personnes incarcérées, migrants), afin de veiller à ce qu'elles aient accès aux services de prise en charge du VIH dont elles ont besoin.

Il ne sera pas possible d'en finir avec l'épidémie de sida sans gommer les inégalités entre les sexes et mettre fin à toute forme de violence et de discrimination à l'encontre des femmes et des filles, des personnes vivant avec le VIH et des populations clés : les pays se sont engagés à atteindre ces objectifs d'ici à 2020.

Grâce à un travail en partenariat, les programmes de l'ONUSIDA renforcent l'émancipation des femmes et aident les pays à mettre fin à toutes les formes de violence pour atteindre cet objectif crucial.

Protection sociale et services communautaires

L'ONUSIDA implique la société civile et les personnes vivant avec le VIH dans la riposte au sida. Il a favorisé un changement fondamental en passant d'une riposte au VIH centralisée et médicalisée à une riposte dirigée et organisée par les communautés, ce qui a permis d'étendre la portée du programme tout en réduisant les coûts.

La Déclaration politique des Nations Unies sur la fin de l'épidémie de sida demande à ce que 75 % des personnes vivant avec le VIH, ayant des conduites à risque et touchées par le virus bénéficient d'une protection sociale tenant compte du VIH d'ici à 2020, et à ce qu'au moins 30 % de toutes les prestations de services soient assurées par les communautés d'ici à 2020.

L'ONUSIDA œuvre pour veiller à ce que les communautés aient les moyens de s'engager dans des programmes de prise en charge du VIH, qu'elles se les approprient et les dirigent elles-mêmes et qu'elles promeuvent ainsi l'inclusion pleine et entière de la société civile. Il est reconnu que la protection sociale apporte une contribution positive à la riposte au sida, grâce à un accès accru aux services de prise en charge du VIH pour tous, y compris pour les personnes les plus marginalisées et exclues de la société. L'ONUSIDA aide ainsi les pays à développer et à mettre en œuvre des programmes relatifs au VIH et à la protection sociale étayés par des données probantes.

Financer la riposte au sida

L'ONUSIDA a contribué à accroître les ressources consacrées à la riposte au sida. Grâce à un travail de sensibilisation, de négociation et de collaboration avec le secteur privé, les partenaires techniques et les pays concernés, l'ONUSIDA a contribué à diviser par 100 le coût des médicaments vitaux pour les personnes vivant avec le VIH. Il a permis de réduire le coût du diagnostic du VIH et du suivi de l'efficacité du traitement du VIH, à raccourcir le délai nécessaire pour que les nouveaux médicaments développés dans les pays à revenu élevé soient disponibles et abordables, et à diminuer le nombre de cachets à prendre quotidiennement de 15 à un seul.

Dans la Déclaration politique, les pays se sont engagés à augmenter leurs investissements dans la prise en charge du VIH à 26 milliards de dollars d'ici à 2020, dont un quart consacré à la prévention du VIH et 6 % aux éléments facilitateurs sur le plan social. Cependant, ces investissements ont enregistré un déficit de 7 milliards de dollars en 2016, avec seulement 19,1 milliards de dollars disponibles. Avec cette stagnation des financements, le monde va devoir se mobiliser davantage pour respecter l'engagement de 26 milliards de dollars.

L'ONUSIDA aide les pays à définir leurs besoins en investissements pour riposter contre le sida et soutient la mobilisation des ressources, à la fois nationales et internationales. L'ONUSIDA continuera à œuvrer pour que l'argent bénéficie aux individus, à mobiliser et à plaider pour une riposte au sida intégralement financée, dans laquelle les investissements réalisés atteignent directement les personnes qui en ont besoin.

Défendre les droits de l'Homme

L'ONUSIDA protège et défend les droits de l'Homme depuis sa création. L'ONUSIDA se fait le porte-parole des plus marginalisés et défenseur des droits de l'Homme dans les cas où les droits liés au VIH n'ont pas été respectés, voire menacés. Il a exploité le pouvoir des Nations Unies pour promouvoir un leadership plus fort et une plus grande responsabilité pour ce qui concerne l'élimination de toutes les formes de violence, de discrimination et d'exclusion dans le contexte du VIH. L'ONUSIDA a plaidé pour la suppression des restrictions de déplacement des personnes vivant avec le VIH, et le nombre des pays imposant de telles restrictions est passé de 59 en 2008 à 35 en 2015.